



 **A.C.C.E.N.T.S DES ÉTATS-UNIS**

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL POUR LES ÉTATS-UNIS

AGRICULTURE, COMMERCE, CLIMAT, ENERGIE, NUMERIQUE, TRANSPORT, SANTE...

N° 2023-08 du 24 février 2023

SOMMAIRE

Commerce et sanctions

1. La Représentante au Commerce américaine se prononce à nouveau contre les récentes décisions de l'OMC sur la sécurité nationale à la Conférence sur la sécurité de Munich
2. L'administration Biden met en place une « strike force » pour lutter contre les violations des contrôles à l'exportation
3. Les échanges entre les États-Unis et la Russie ont fortement chuté en 2022, dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine

Climat – énergie – environnement

4. L'administration Biden annonce de nouvelles mesures pour accélérer le déploiement de l'éolien offshore flottant aux États-Unis

Transport et infrastructure

5. Le Département des Transports américain appelle à une série d'actions immédiates en réaction au déraillement d'un train transportant des produits chimiques dans l'Ohio

Distribution et divertissement

6. L'industrie du pari et des jeux aux États-Unis enregistre des recettes records et un taux de légalisation croissant

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Le Congressional Budget Office prévoit un coût record du prochain *Farm Bill*

Numérique et innovation

8. La Cour Suprême s'affiche prudente concernant son interprétation future de la section 230 du CDA

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. La Représentante au Commerce américaine se prononce à nouveau contre les récentes décisions de l'OMC sur la sécurité nationale à la Conférence sur la sécurité de Munich

Intervenant lors de la Conférence sur la sécurité de Munich, le 17 février, la Représentante au Commerce américaine K.Tai (USTR) a [réaffirmé](#) que les récents rapports de l'OMC dans les affaires dites « acier-aluminium » et « Made in Hong-Kong » compromettaient l'intégrité de cette organisation internationale.

Trois semaines après que les États-Unis ont annoncé faire appel de ces deux rapports [voir [Flash Accents du 3 février 2023](#)], K.Tai a déclaré qu'ils allaient à l'encontre d'une « *compréhension commune* » du concept de sécurité nationale. Elle a ajouté que les États-Unis demeuraient engagés dans les efforts de réforme en cours à l'OMC et que ceux-ci devaient « *inclure la question de savoir comment et où l'institution semble aller en ce qui concerne la prise de décision de ses membres en matière de sécurité nationale* ».

En marge de la conférence, K.Tai s'est également entretenue avec plusieurs de ses homologues, dont le Vice-Président exécutif de la Commission européenne [V.Dombroskis](#) et le Ministre de l'économie allemand [R.Habeck](#), avec lesquels elle a évoqué la mise en œuvre de l'*Inflation Reduction Act*. K.Tai et V.Dombroskis ont également discuté de l'avancée des négociations en cours entre les États-Unis et l'Union européenne sur un Arrangement global sur l'acier et l'aluminium durables (GSA).

2. L'administration Biden met en place une « strike force » pour lutter contre les violations des contrôles à l'exportation

Les Départements de la Justice et du Commerce américains ont [annoncé](#) le 16 février la mise en place de la « *Disruptive Technology Strike Force* », destinée à « *empêcher l'acquisition et l'utilisation de technologies critiques par des États-nations ennemis* ». Constituée d'agents du FBI, des services d'enquêtes des douanes (HSI) et des services locaux du Département de la Justice, cette unité sera co-dirigée par Matthew G. Olsen, de la division de la sécurité nationale du Département de la Justice, et Matthew Axelrod, en charge de la mise en œuvre des mesures de contrôle des exportations au bureau de l'industrie et de la sécurité (BIS) du Département du Commerce.

M. G. Olsen a déclaré que la nouvelle structure viserait « *ceux qui mettent en danger notre sécurité nationale et l'État de droit en transférant illégalement des technologies sensibles à des adversaires étrangers* ». Il a souligné que les États-Unis devaient rester vigilants dans l'application des contrôles à l'export afin de « *préserver notre supériorité technologique sur nos adversaires* ». M. Axelrod a précisé que les avancées technologiques avaient le « *potentiel de modifier l'équilibre des forces dans le monde* ».

3. Les échanges entre les États-Unis et la Russie ont fortement chuté en 2022, dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine

D'après les statistiques du Département du Commerce américain, les importations américaines en provenance de Russie ont [chuté](#) de plus de 50 % en 2022, dans le contexte de l'invasion de l'Ukraine. Les États-Unis ont néanmoins importé 4 Md\$ de produits pétroliers en provenance de Russie l'année dernière (contre 10 Md\$ en 2021), avant que ne soit décrétée en mars 2022 l'interdiction d'importation des produits énergétiques de Russie, à l'exception des combustibles nucléaires.

Les produits pétroliers ont ainsi continué de représenter le premier poste d'importations russes aux États-Unis en 2022, devant les métaux précieux (près de 2 Md\$) et les engrais chimiques (1,75 Md\$). Quant aux exportations américaines vers la Russie, elles ont subi une chute de 73 % pour atteindre 1,7 Md\$. Les principaux biens américains exportés vers la Russie étaient les produits pharmaceutiques (261 M\$) et les équipements médicaux (131 M\$).

Brèves

- Lors d'une audition de la Commission des Finances du Sénat le 16 février, plusieurs sénateurs et représentants du secteur privé ont [appelé](#) à lutter plus efficacement contre les pratiques commerciales déloyales et l'utilisation du travail forcé dans les chaînes de valeur américaines.
- Dans une [lettre](#) datée du 21 février, les représentants de 27 pays en voie de développement ont appelé le Congrès américain à renouveler le système de préférences généralisées américain, arrivé à expiration en décembre 2020.
- Le Département du Trésor américain a [sanctionné](#) le 22 février plusieurs individus et entités impliqués dans un réseau mexicain de fournisseurs de fentanyl et de méthamphétamine.

Climat - Énergie - Environnement

4. L'administration Biden annonce de nouvelles mesures pour accélérer le déploiement de l'éolien offshore flottant aux États-Unis

Le 22 février, l'administration Biden a [annoncé](#) de nouvelles mesures pour accélérer le développement de l'éolien offshore aux États-Unis, et notamment l'éolien offshore flottant qui constitue les deux tiers du potentiel éolien offshore du pays. Ces annonces font suite à l'ouverture du [sommet](#) de l'administration Biden sur l'éolien offshore flottant, qui réunit les Départements de l'Énergie (DoE), de l'Intérieur (DoI), du Commerce (DoC) et des Transports (DoT). Le président Biden s'est fixé pour objectif de réduire le coût de l'énergie éolienne offshore flottante de plus de 70 % et de déployer 15 GW d'éoliennes offshore flottantes d'ici 2035.

Dans ce cadre, le DoE a [annoncé](#) le lancement d'une étude de 20 mois sur la transmission de l'énergie éolienne offshore, qui vise à identifier les lacunes de l'industrie et les contraintes de transmission qui limitent actuellement l'exploitation de l'éolien offshore flottant sur la côte Ouest des États-Unis. Cette étude est la première annonce découlant de l'enveloppe de 100 M\$ prévue par l'*Inflation Reduction Act* (IRA) pour l'éolien offshore.

Le DoI a également [annoncé](#) une proposition de vente de concessions éoliennes offshore pour trois zones du Golfe du Mexique, au large du Texas et de la Louisiane. Ces zones pourraient générer suffisamment d'énergie propre pour alimenter près d'1,3 M de foyers. La vente aux enchères proposée comprend des dispositions qui encourageraient de nouveaux investissements dans la formation de la main-d'œuvre et une chaîne d'approvisionnement nationale, afin de développer les opportunités économiques dans la fabrication d'éoliennes offshore, les opérations portuaires, etc.

Le président Biden souhaite également élargir le partenariat fédéral/étatique pour la mise en œuvre de l'éolien en mer. À ce titre, la Californie et la Louisiane ont rejoint le *National Offshore Wind Research and Development Consortium* (NOWRDC), qui était jusque-là composé de onze États, tous sur la côte Est.

Depuis son entrée en fonction, le président Biden a multiplié les initiatives afin de faire décoller l'industrie américaine de l'éolien en mer, qui ont

permis 9,8 Md\$ d'investissements dans le secteur en 2022, soit plus du triple des investissements réalisés en 2021. Ces actions s'inscrivent dans le programme d'énergie propre du président Biden, visant à revitaliser la fabrication américaine et à exploiter l'innovation américaine pour fournir une énergie fiable et abordable.

Brèves

- Après son discours à Varsovie le 21 février, le Président Biden a rencontré le Premier Ministre polonais, Mateusz Morawiecki, pour [réaffirmer](#) la consolidation des relations bilatérales entre les États-Unis et la Pologne. Le Président des États-Unis a salué la décision du gouvernement polonais de choisir une entreprise américaine, Westinghouse, pour fournir la technologie de ses trois premiers réacteurs nucléaires, cimentant ainsi un partenariat énergétique stratégique à long terme entre la Pologne et les États-Unis.
- Les gouvernements de la Slovénie et des États-Unis ont [tenu](#) le troisième dialogue stratégique États-Unis/Slovénie le 22 février à Washington. Les deux parties ont discuté des possibilités d'accroître les liens en matière de commerce et d'investissements, de faire progresser la sécurité énergétique et de collaborer pour relever les défis climatiques mondiaux. Les États-Unis et la Slovénie ont affirmé leur volonté de renforcer leur coopération nucléaire civile sous les auspices du *Nuclear Cooperation Memorandum of Understanding* signé lors du dialogue stratégique inaugural de 2020.
- Le prix du gaz naturel au Henry Hub (référence américaine) a [diminué](#) de 41 % en janvier 2023 par rapport à décembre 2022, atteignant 2,26 \$ par million de MMBtu (soit environ 293 GW), selon les données de Refinitiv Eikon. Cette baisse de prix s'explique par des températures plus élevées que la moyenne aux États-Unis, qui ont réduit la consommation de gaz naturel pour le chauffage des locaux, et par l'augmentation de la production nationale de gaz naturel.
- Les États-Unis vont [vendre](#) 26 M de barils supplémentaires de leur réserve stratégique de pétrole brut, les livraisons étant prévues entre avril et juin. Cette mesure, destinée à optimiser le rapport entre le prix d'achat et de vente du pétrole, a été approuvée par le Congrès il y a plusieurs années.

Transport et Infrastructure

5. Le Département des Transports américain appelle à une série d'actions immédiates en réaction au déraillement d'un train transportant des produits chimiques dans l'Ohio

Le Département des Transports (DoT) a [publié](#) le 21 février un communiqué appelant à des mesures visant à renforcer la sécurité du transport ferroviaire de fret et à accroître la responsabilisation des acteurs du secteur. Cette communication fait suite au déraillement d'un train de la compagnie de fret ferroviaire Norfolk Southern qui transportait des produits chimiques, survenu le 3 février à East Palestine dans l'Ohio. Si cet accident n'a causé aucune victime, son origine et sa gestion suscitent d'importantes interrogations et inquiétudes concernant de potentielles incidences sanitaires et environnementales, tout particulièrement de la part des populations locales qui ont été évacuées et tenues à l'écart pendant cinq jours.

Alors qu'est attendu jeudi un rapport préliminaire du NTSB (*National Transportation Safety Board*, l'autorité indépendante chargée de l'enquête), le communiqué du DoT demande à la compagnie Norfolk Southern et à l'ensemble de l'industrie ferroviaire de mettre en œuvre une série d'actions immédiates : (i) l'adhésion à un programme fédéral de protection des lanceurs d'alerte pour encourager les signalements de situations à risque ; (ii) le déploiement de technologies d'inspection automatisée en complément, et non en substitution, de l'inspection humaine ; (iii) l'accélération de la transition vers des wagons-citernes plus sûrs, en avance de l'échéance obligatoire en 2029 ; (iv) sur une base volontaire,

l'information préalable faite aux autorités locales du transport de certaines substances inflammables sur leur territoire ; (v) l'octroi de congés payés à leurs employés sur la base d'accords d'entreprise, sans attendre la tenue de négociations collectives à l'échelle de la branche.

Le DoT indique en outre qu'il poursuivra plusieurs actions déjà engagées pour imposer la présence minimale de deux agents à bord pour la plupart des opérations ferroviaires et pour réglementer certains matériels et équipements spécifiques, tels que les trains inflammables à haut risque (HHFT - *high-hazard flammable trains*) et les freins pneumatiques à commande électronique (ECP). Il annonce par ailleurs qu'il lancera deux programmes d'inspection de sécurité ciblés, l'un portant sur les flottes actuelles de wagons-citernes, l'autre sur les itinéraires empruntés par les trains HHFT ou ceux transportant d'importantes quantités de matières dangereuses. Le communiqué met également en avant le déploiement d'investissements dédiés à l'amélioration de la sécurité ferroviaire dans le cadre de la loi pour les infrastructures (BIL).

Enfin, l'administration fédérale sollicite l'appui du Congrès, en appelant à un nouvel élan bipartisan pour soutenir les initiatives réglementaires mentionnées précédemment. Le DoT demande également au Congrès de relever le montant maximal des amendes applicables aux compagnies ferroviaires qui enfreindraient les règlements de sécurité, actuellement fixé à 225 455 \$ – un montant que le communiqué du DoT qualifie d'« erreur d'arrondi », en le mettant en perspective des performances financières de Norfolk Southern (résultat d'exploitation de 4,8 Md\$ en 2022 et marge d'exploitation proche de 40 %).

Distribution et divertissement

6. L'industrie du pari et des jeux aux États-Unis enregistre des recettes records et un taux de légalisation croissant

Selon les derniers chiffres de l'American Gaming Association (AGA), les casinos et les applications mobiles de jeu ont [atteint](#) un record de 60 Md\$ de revenus en 2022, soit une hausse de 14 % par rapport au dernier record établi en 2021. Bill Miller, président de l'AGA, a souligné la remarquable reprise du secteur par rapport à d'autres segments,

tels que l'hôtellerie, et a par ailleurs précisé que les rapports des revenus des casinos « tribaux » n'ont pas encore été publiés et qu'ils pourraient s'élever à environ 40 Md\$ additionnels.

Alors que la fréquentation est en hausse continue depuis la fin des mesures de restriction liées à la pandémie, l'augmentation des dépenses contribue elle aussi à tirer les revenus du secteur vers le haut. L'année 2022 a en outre été caractérisée par une

diminution de l'âge moyen des joueurs de 44 ans à 42 ans.

Concernant la répartition géographique de ces nouveaux records, le Strip de Las Vegas continue de dominer le secteur, avec plus de 8 Md\$ de recettes brutes. Atlantic City se classe en deuxième position, avec 2,8 Md\$ et la région de Baltimore-Washington DC est troisième avec un peu plus de 2 Md\$.

Malgré la numérisation croissante du secteur, le jeu en personne demeure le champion du *gambling*. Les recettes combinées des machines à sous, des jeux de table et des paris sportifs physiques ont en effet atteint environ 48 Md\$, soit quasiment 80 % des recettes totales des jeux d'argent.

Les recettes provenant des paris sportifs sont également en hausse, ces-derniers générant environ 7,5 Md\$. Cette croissance est principalement attribuable à la légalisation des paris sportifs au

Kansas, et des paris sportifs en ligne dans les États de Louisiane, du Maryland et de New York. L'État de New York s'impose en 2022 comme le premier marché pour les paris sportifs, suivi par l'Illinois, le New Jersey et la Pennsylvanie.

Enfin, les jeux en ligne progressent également, bien qu'ils ne soient autorisés que dans six États américains. Au total, ce segment a généré plus de 5 Md\$, soit une hausse d'environ 35 % par rapport à 2021, principalement dans le New Jersey, le Michigan et la Pennsylvanie.

De plus en plus d'États s'orientent vers la légalisation de l'industrie du pari et des jeux. À court terme, sept États envisagent l'autorisation des paris sportifs, notamment la Californie, et quatre États entament la même réflexion concernant le jeu en ligne, comme l'État de New York.

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Le Congressional Budget Office prévoit un coût record du prochain Farm Bill

Selon les dernières [prévisions](#) du Congressional Budget Office (CBO) publiées le 15 février, le coût budgétaire estimé (*baseline*) des programmes agricoles et alimentaires obligatoires du *Farm Bill* atteindrait un montant record sur les dix prochaines années. Sur les 1 500 Md\$ prévus (+70 % par rapport à la *baseline* estimée en 2018), 1 200 Md\$ (82 %) serait destinés au SNAP, le plus important programme d'aide alimentaire du pays, qui a bénéficié à 12 % de la population en 2022. Les programmes d'assurance récolte représenteraient 6,6 % du coût total estimé (97,1 Md\$), tandis que les aides d'urgence (61,8 Md\$) et les programmes de conservation (57,5 Md\$) compteraient chacun pour environ 4 %. Ces projections reposent notamment sur l'évolution attendue de l'inflation des denrées alimentaires, ainsi que sur l'anticipation de la hausse du nombre de bénéficiaires des aides alimentaires. Pour rappel, bien que la *baseline* ne soit pas légalement contraignante pour les membres du Congrès chargés d'élaborer et de voter le *Farm Bill*, elle constitue néanmoins un indicateur central du coût de la loi, orientant ainsi les débats entre les élus. Dans le cas présent, les estimations du CBO conforteront la volonté des élus républicains de réduire les dépenses associées aux aides alimentaires. Lors de l'[audition](#) du

16 février dédiée aux programmes nutritionnels du *Farm Bill*, le sénateur John Boozman (R-AR) s'est montré particulièrement critique envers le SNAP, dont le coût important limiterait les investissements dans les programmes purement agricoles. Il a également remis en cause les révisions adoptées par l'USDA en 2022 des paramètres de calcul du montant des allocations du SNAP qui ont conduit à une hausse de 21 % du montant des aides octroyées.

Brèves

➤ Dans un [rapport](#) publié le 16 février, le Government Accountability Office (GAO) recommande à l'USDA de renforcer la résilience climatique des productions agricoles et de réduire l'« exposition » des contribuables aux impacts climatiques, en conditionnant l'éligibilité des assurances récolte fédérales et des programmes de gestion des risques à des exigences climatiques. Le GAO encourage également d'étendre les capacités des programmes de conservation de l'USDA, ce qui est salué par la représentante Chellie Pingree (D-ME), qui est à l'origine de la commande du rapport et qui considère que les recommandations du GAO sont en accord avec sa proposition de loi, l'*Agriculture Resilience Act*. Si l'USDA a pris en considération les recommandations liées à l'accompagnement

technique des producteurs, il a en revanche estimé que les modifications des critères d'éligibilité aux aides étaient contraires à une approche par incitation, à la différence d'un subventionnement plus important de la prime d'assurance des agriculteurs ayant adhéré à des programmes environnementaux.

- Selon un [rapport](#) du service agricole international de l'USDA publié le 17 février, la valeur des exportations agricoles des États-Unis vers la Chine a atteint un record de 40,9 Md\$ en 2022, soit 14,5 % de plus qu'en 2021. Ce chiffre fait de la Chine le premier marché d'exportations agricoles des États-Unis pour la troisième année consécutive, après les faibles niveaux des années 2018 et 2019 marquées par les tensions commerciales sous l'administration

Trump. Cette hausse est tirée par les exportations de soja (17,9 Md\$, +27 %), de maïs (5,3 Md\$, +4 %), de coton (2,9 Md\$, +117 %), de bœuf et produits bovins (2,2 Md\$, +36 %) et de céréales secondaires (1,8 Md\$, +3 %), mais résulte avant tout d'une flambée des prix des produits agricoles et non d'une hausse des volumes qui sont restés globalement stables. À titre d'exemple, les prix du soja et du maïs américains ont respectivement bondi de 43 % et 57 % entre 2020 et 2022. La valeur des importations agricoles depuis la Chine s'établit quant à elle à 9,5 Md\$ (+9,5 % sur un an), en-deçà du record de 2018 (12 Md\$). Elle concerne principalement des produits agricoles forestiers (2,9 Md\$), des produits de la mer (1,9 Md\$) et des produits transformés (1 Md\$).

Numérique et Innovation

8. La Cour Suprême s'affiche prudente concernant son interprétation future de la section 230 du CDA

Cette semaine, la Cour suprême a entendu les plaidoiries dans les affaires [Gonzalez contre Google](#), où elle est invitée à interpréter la section 230 du Communications Decency Act, et de [Twitter contre Taamneh](#), une affaire concernant des sanctions antiterroristes. Ces affaires pourraient avoir d'importantes répercussions sur le régime de responsabilité des plateformes en ligne. Les premières plaidoiries ont surtout été l'occasion pour les juges de la Cour Suprême d'évoquer leur prudence face à l'interprétation de la portée de la section 230 du CDA. Ainsi, Elena Kagan, juge à la Cour suprême, déclarait : « *Nous sommes un tribunal. Nous ne savons vraiment rien de ces choses. Nous ne sommes pas les neuf plus grands experts d'Internet* ». Le juge Kavanaugh a également soulevé la question de savoir si le Congrès, et non la Cour, ne serait pas mieux placé pour modifier en profondeur l'équilibre établi par la section 230. Les distinctions fines autour de la section 230 étaient également un thème récurrent des audiences. L'affaire Gonzalez cible les recommandations algorithmiques, tel que le contenu qui se lance automatiquement à l'issue d'une vidéo YouTube. Cependant, comme l'a souligné la juge Kagan, presque tout ce qui peut être vu sur Internet implique une sorte de tri fondé sur un algorithme. L'introduction de la responsabilité des plateformes pour ces algorithmes soulève de nombreuses questions. Par exemple, la responsabilité de Google pourrait-elle

être engagée pour la génération de résultats de recherche liés à un contenu diffamatoire ou terroriste, même s'il répond à une requête de recherche de la part de l'utilisateur pour trouver ces contenus ? Après les arguments de mercredi dans Twitter contre Taamneh, la position des juges semblait également pencher en faveur des plateformes. L'affaire pose la question de la responsabilité de Twitter, Facebook et Google en vertu d'une loi antiterroriste pour avoir prétendument aidé et encouragé des terroristes en partageant le contenu de recrutement de l'État islamique. Les juges ont fait part de leur prudence quant à tenir les plateformes responsables d'avoir aidé directement et sciemment des terroristes en recommandant leur contenu, craignant qu'une telle décision n'implique également d'autres industries.

Brèves

- Le 22 février, Amazon et One Medical ont annoncé qu'Amazon avait finalisé l'acquisition de One Medical, une entreprise qui propose des services de soins virtuels et en présentiel 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, des analyses en laboratoires et des programmes de soins préventifs, de gestion des soins chroniques, de maladies courantes et de problèmes de santé mentale. Le montant de l'acquisition, annoncée l'été dernier, s'élève à 3,9 Md\$.
- Le 16 février, les sénateurs Blumenthal (D-CT) et Jerry Moran (R-Kan.) ont envoyé un [courrier](#) à Janet Yellen, secrétaire au Trésor et présidente du CFIUS, exhortant à « conclure rapidement son enquête et imposer des restrictions

structurelles strictes entre les opérations américaines de TikTok et la maison mère chinoise». La lettre fait référence à une myriade de pratiques découlant de la propriété de ByteDance sur TikTok, notamment l'utilisation abusive des données privées des Américains, le contrôle des systèmes algorithmiques et la censure de sujets jugés critiques à l'égard du gouvernement chinois et d'autres régimes autoritaires. « Les ingénieurs de ByteDance continuent d'avoir un accès dangereux aux données personnelles des Américains et un contrôle sur ses systèmes de recommandation algorithmique, accès qui continue de permettre l'espionnage des journalistes. TikTok n'a pas réussi à mettre en place des protections adéquates ».

- D'après des sources du [Wall Street Journal](#), le Département de la Justice (DoJ) a intensifié ses travaux ces derniers mois sur la rédaction d'une éventuelle plainte antitrust contre Apple. L'enquête, qui a commencé en 2019, vise à déterminer si Apple détient un pouvoir de

monopole dont elle abuse. Elle porte en particulier sur les politiques d'Apple régissant les logiciels tiers mobiles sur ses appareils. Le DoJ examine également si le système d'exploitation mobile d'Apple, iOS, fonctionne de manière anticoncurrentielle en favorisant ses propres logiciels par rapport à ceux de développeurs tiers. Ainsi, l'enquête est plus large que l'App Store et cherche à savoir si Apple a utilisé son système d'exploitation pour favoriser ses propres produits, y compris la partie hardware. En verrouillant l'accès à iOS aux autres marques de smartphone, Apple rend l'iPhone plus compétitif et décourage les utilisateurs de passer aux téléphones Android. Un certain nombre de produits Apple sont intégrés à son système d'exploitation. Ils incluent iMessage, auquel les utilisateurs d'Android ne peuvent pas accéder, et AirPods, les écouteurs de l'entreprise.

- Meta a annoncé le lancement de « Meta Verified », qui facturera les utilisateurs de Facebook et Instagram pour recevoir un badge d'utilisateur vérifié sur leur profil.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

Rédacteurs : Pôles Commercial, EDDT, Entreprises et Agriculture

Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service Economique Régional de Washington.

Clause de non-responsabilité

Le Service Économique Régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.